

saurait être annihilée. Elle ne cessera de croître. Pour éviter une guerre raciale totale, le Gouvernement de l'Afrique du Sud doit, en collaboration avec tous ses citoyens, s'employer dès maintenant à une restructuration de la société sud-africaine. C'est là une tâche colossale qui doit être menée à bonne fin avant que l'amertume et le désenchantement ne compromettent à jamais toute chance de voir s'installer un jour l'harmonie raciale.

Seuls les Sud-Africains peuvent apporter les réformes fondamentales capables de transformer l'Afrique du Sud en une société qui ne soit pas raciste. La communauté internationale doit poser des gestes qui, d'une part, amènent les gouvernants à changer d'attitudes et de sentiments et, d'autre part, apportent un soutien moral, politique et humanitaire à la majorité sud-africaine dans sa longue et pénible marche vers la justice et l'égalité.

Le Canada a fortement appuyé le programme pragmatique et efficace de la communauté internationale visant à l'éradication de l'apartheid. C'est ainsi qu'en 1963 le Canada a, de son propre chef, décrété un embargo sur la vente d'équipement militaire à l'Afrique du Sud et, en 1970, l'a étendu aux pièces de rechange pour l'équipement vendu antérieurement, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Le Canada est l'un des principaux bailleurs de fonds des Nations Unies et des autres organisations non gouvernementales prévues pour l'enseignement, la formation, l'aide humanitaire et destinés aux peuples majoritaires de l'Afrique du Sud. Notre ambassadeur aux Nations Unies préside le comité consultatif d'éducation et de formation pour l'Afrique du Sud. Nous tenons pour essentiels et d'une importance grandissante de tels programmes particulièrement devant l'émigration massive d'Afrique du Sud à la suite des répressions de l'an dernier. Nous lançons un appel à tous les membres de la communauté internationale pour qu'ils apportent un appui considérable aux programmes des Nations Unies et des autres organisations internationales et non gouvernementales et pour qu'ils soutiennent les Etats africains qui se sont généreusement penchés sur le sort de ces Sud-Africains.

Nous appuyons la cessation des relations sportives avec les athlètes et les équipes de l'Afrique du Sud et avons collaboré à la rédaction d'une déclaration à ce sujet. Nous espérons ardemment que l'Assemblée générale, au cours de sa prochaine session, adoptera une déclaration en ce sens ralliant l'appui universel. Un consensus sur cette question servirait à exprimer l'unanimité de la communauté internationale à ce sujet.